

INTERVIEW // PIERRE GATTAZ Président du Mouvement des entreprises de France

« On peut créer 2 millions d'emplois en France »

- Pierre Gattaz demande des « engagements forts » aux candidats à l'Élysée lors de l'université d'été du Medef.
- Il salue le pacte de responsabilité, mais juge que la loi sur la pénibilité restera le « point noir » du quinquennat.

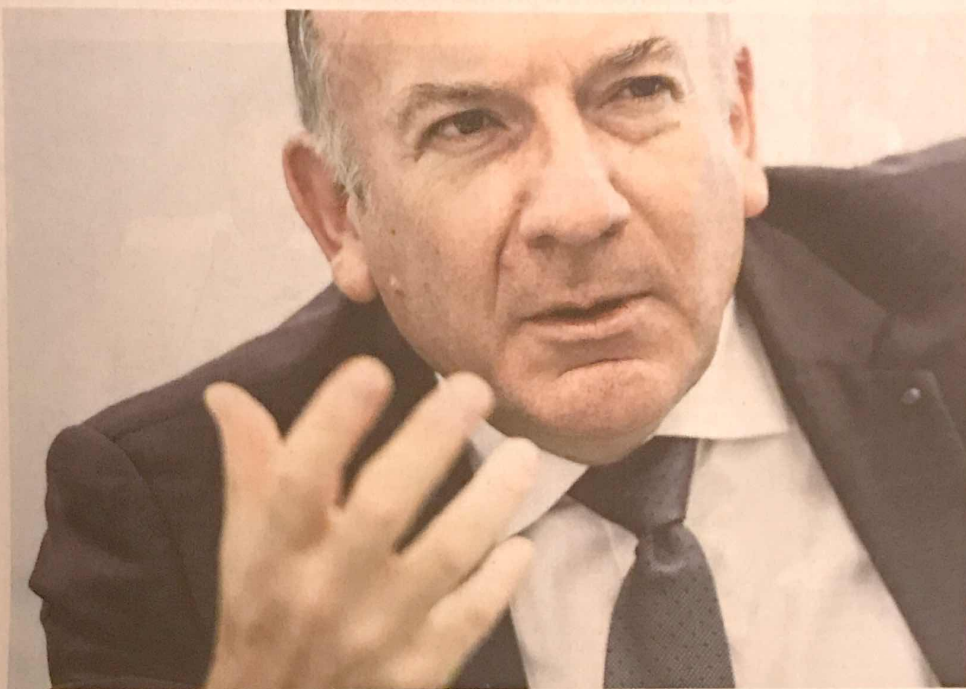
Propos recueillis par
Claire Bauchart,
Etienne Lefebvre
et **Alain Ruello**

Y croire et agir ! » telle est la thématique de la 18^e Université d'été du Medef, qui s'ouvre ce mardi – pour deux jours – sur le campus d'HEC à Jouy-en-Josas, dans les Yvelines. A huit mois de la présidentielle, les politiques se bousculent : à droite surtout avec Alain Juppé, Nicolas Sarkozy, François Fillon et Bruno Le Maire, mais aussi Rama Yade et Jean Lassalle côté centristes, Jean-Marie Le Guen, Olivier Faure et Marie-Noëlle Lienemann pour le PS. Pierre Gattaz les appelle à se recentrer sur l'« essentiel » : « Retrouver une croissance forte et le plein-emploi. »

L'université d'été sera très politique cette année. Qu'attendez-vous des candidats à la présidentielle ?
C'est en effet une année cruciale, à huit mois d'une échéance électorale majeure. L'université d'été sera moins orientée sur l'actualité récente, les réformes qui se font ou qui ne se font pas, pour se concentrer sur la pédagogie des grands enjeux que l'on souhaite voir aborder lors de la campagne présidentielle : comment tirer parti des mutations économiques et technologiques, de la révolution climatique ; comment profiter de la numérisation et de la mondialisation, etc.

Le débat part-il sur de bonnes bases ? On entend surtout parler du burkini...
Il faut absolument que le débat se recentre sur l'essentiel. Alors que la France est en train de se faire dépasser par d'autres nations, les candidats à la présidentielle devraient avoir un objectif et un seul : retrouver une croissance forte et le plein-emploi. Quand je dis forte, c'est une croissance durablement au-delà des 2 %, idéalement à 3 %, et un taux de chômage ramené à 6 %. Il n'y a aucune raison que la France fasse moins bien que l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Mais cette croissance, il faut aller la chercher, pas l'attendre comme la pluie. J'attends des engagements forts des candidats à la présidentielle.

A droite, les candidats mettent sur la table des mesures économiques et sociales radicales. Êtes-vous séduit ?
Ils convergent vers un certain pragmatisme et font tomber une série de tabous, comme avec la suppression de l'ISF pour laquelle j'étais un peu seul à me battre il y a quatre ans. Baisse massive des charges, restauration des marges des entreprises, réduction des dépenses publiques, déverrouillage du marché du travail : ces postulats de départ sont assumés par tous et ça me rassure. Mais après, la question fondamentale, c'est la mise en



Eric Tschopp/REA

œuvre. Il faut donner du sens et des perspectives aux réformes pour entraîner le pays tout entier, en ayant une vision à dix ans. Si au lieu de subir les mutations, on les anticipe, alors la France dispose énormément d'atouts. Prenez l'exemple de la loi El Khomri : la réforme allait dans le bon sens au départ, mais elle n'a pas été bien expliquée et les Français en ont retenu, à tort, que les licenciements allaient se multiplier. Et tout est parti de travers...

« Il faut que le débat pour la présidentielle se recentre sur l'essentiel : comment retrouver une croissance forte et le plein-emploi ? »

Emmanuel Macron tient ce type de discours sur l'économie. Peut-il être celui qui porte les grandes réformes que vous préconisez en 2017 ?
Il vient à l'université d'été en tant que ministre de l'Économie et j'attends de lui, qui connaît bien l'entreprise, qu'il tienne un discours de vérité. Mais à ce jour, je ne sais pas s'il sera candidat à la présidentielle, je connais encore moins son programme... Et j'observe qu'il aurait pu aller plus loin dans les réformes depuis deux ans.

Est-ce un quinquennat pour rien qui s'achève ?

Non, cela n'aura pas été un quinquennat pour rien. Il aura permis de révéler le rôle fondamental de l'entreprise, d'assumer l'importance d'une politique de l'offre. C'est une mue idéologique majeure pour la gauche et, là encore, des totems sont tombés. Je pense que tout cela semble désormais compris. Le pacte de responsabilité, le début de l'inversion de la hiérarchie des normes avec le primat donné à la négociation d'entreprise, la volonté de simplification... tout cela est allé dans le bon sens. Malheureusement, le gouvernement n'a pas été au bout de ses intentions et ces réformes ont été rattrapées par la patrouille politique ! Elles ont surtout été « polluées » par des décisions absurdes, comme sur la pénibilité. Il y a eu trop de « zig » et de « zag », c'est dommage. Il faut désormais aller de l'avant. Et beaucoup plus loin et plus vite !

La courbe du chômage est-elle durablement inversée ?
Ce qui est sûr, c'est que les baisses de charges du pacte de responsabilité commencent à payer. Les marges des entreprises sont repassées de 28 % en moyenne en 2013 à près de 32 % aujourd'hui, contre 39 % en Europe. Il n'y a pas de miracle : une entreprise à besoin de marges pour investir, embaucher, exporter et prendre des risques. On a toujours dit que le pacte de responsabilité mettrait du temps à porter ses fruits. En 2015, 150.000 emplois ont été créés, même si cela ne suffit pas pour résorber le chômage. En Alle-

magne, l'inversion de la courbe du chômage est intervenue trois ans après les mesures Schröder-Hartz. Ce qui est très important, c'est d'aller au bout du pacte. Et c'est pour cela que nous avons été très déçus par la non-suppression de la CSG.

« Le quinquennat aura permis de révéler le rôle fondamental de l'entreprise, d'assumer l'importance d'une politique de l'offre. Malheureusement, le gouvernement n'a pas été au bout de ses intentions. »

François Hollande n'a pas tenu ses engagements ?
Sur la dernière étape du pacte, il est clair qu'il n'a pas tenu ses engagements.

Les entreprises ont-elles tenu leurs engagements ?
Vous aviez évoqué la création de 1 million d'emplois...
Ceux qui disent que je me suis engagé sur ce chiffre sont des menteurs ! C'était un objectif collectif que l'on pouvait viser en mettant en œuvre les réformes adéquates. Et c'est d'ailleurs toujours le cas. J'irais même plus loin : pour passer de 10 % à 6 % de chômeurs, ce sont 2 millions d'emplois qu'il faut créer. C'est possible, en alignant le niveau

des charges de nos entreprises sur celui de l'Allemagne, en déverrouillant le marché du travail, en passant à une fiscalité lisible et motivante, etc. Et en arrêtant des mesures antieconomiques comme sur la pénibilité. Cela restera comme le point noir de ce mandat, les « 35 heures de François Hollande ». La loi a été un peu simplifiée, heureusement, mais on nous a imposé des facteurs de pénibilité que l'on ne sait toujours pas mesurer.

Des candidats à droite promettent d'abroger cette loi... J'espère bien !

Attendez-vous encore quelque chose de la fin de mandat de François Hollande ?
J'aimerais surtout qu'on évite les grosses bêtises fiscales de fin de mandat, lors du dernier budget. Voyez la « taxe Richert » inventée par les régions et le gouvernement : on va encore prélever sur les entreprises pour financer... des aides aux entreprises ! Cela n'a aucun sens. Nous sommes aussi très vigilants concernant la loi Sapin 2, qui introduit des obligations dangereuses pour les entreprises. Chaque fois que l'on taxe ou que l'on complexifie, c'est du chômage en plus. Nous espérons d'ailleurs que le gouvernement se montrera plus ambitieux sur la baisse de l'impôt sur les sociétés. La récente annonce de baisse est louable, mais c'est une mesurette qui est proposée, très loin de la nécessaire convergence fiscale européenne. Et puis, quand

on propose trois taux d'IS pour les PME, je dis stop à la technocratie !

La réforme du prélèvement à la source devrait être votée, et les candidats à la primaire de droite, cette fois, ne parlent guère d'une abrogation...
Je le regrette. Si on met en place une telle réforme à la hussarde, on court à la catastrophe. La philosophie est bonne, mais il faut davantage de préparation avec les acteurs, des expérimentations. Arrêtons de prétendre que le prélèvement à la source sera aisé à mettre en place. La fiscalité française est incroyablement compliquée, truffée de niches et de dérogations... Les entrepreneurs vont être les victimes de cette complexité. Je propose un plan B au gouvernement : qu'il impose les particuliers sur la base des revenus de l'année en cours, mais grâce au prélèvement mensuel actuel, sans que cela passe par l'entreprise.

« Il est possible de créer 2 millions d'emplois en alignant le niveau des charges sur celui de l'Allemagne, en déverrouillant le marché du travail, en passant à une fiscalité lisible et motivante. »

Le gouvernement est censé reprendre des contacts à la rentrée avec les partenaires sociaux sur la convention Unedic. Êtes-vous prêt à rediscuter ou vous en remettrez-vous définitivement à l'Etat ?
Je n'ai pas eu de nouvelles de Myriam El Khomri. Nous sommes prêts à nous remettre autour de la table, mais avec deux lignes rouges : il est hors de question d'augmenter les charges, y compris sur les CDD, et nous refusons toute complexité supplémentaire.

Il risque de ne plus y avoir de négociation interprofessionnelle d'ici à la fin de votre mandat au Medef... Je ne vais pas m'en plaindre ! Les négociations interprofessionnelles, il y en aura de toute façon de moins en moins à l'avenir, parce que le cœur de la négociation se situera au niveau de l'entreprise. C'est le sens de l'inversion progressive de la hiérarchie des normes. Il restera des réunions interprofessionnelles basées sur des problématiques précises – assurance-chômage, formation, retraites complémentaires – et des conventions de branche pour fixer quelques règles intangibles, mais, pour le reste, il faudra privilégier des discussions directes dans les entreprises.

Lire l'éditorial de Dominique Seux
Page 6

Les rivaux de la primaire à droite se disputent les milieux économiques

L'université d'été du Medef et la Foire de Châlons-en-Champagne sont deux passages obligés pour les candidats à la primaire.

Isabelle Fichel

Medef ce que serait leur politique économique. Un rendez-vous cette fois incontournable pour eux, année électorale oblige. Car si les chefs d'entreprise sont peu nombreux numériquement, « ils peuvent peser d'un poids non négligeable

« Au Medef, on va venir jauger et juger sur pièces le courage et l'ardeur réformatrice

Bref, une population clef pour ce scrutin. Mais aussi pour le soutien financier qu'elle peut apporter. Et puis, les questions économiques et fiscales étant au cœur du projet de chacun d'eux, « celui qui pourra se targuer du soutien des milieux éco-

l'allègement des charges, la sortie des 35 heures, les droits de succession, etc. – est présent, pour ne pas dire vif, dans les milieux économiques. Tout comme la déception sur le bilan du quinquennat de Nicolas Sarkozy – il y a un an et en

apprécié que Manuel Valls soit vivement applaudi en 2014 sur le campus de Jouy-en-Josas. « Mais cet esprit entre-aussi collectivement pour la droite », ajoute Jérôme Fourquet. Deuxième événement agricole de France après le Salon de l'Agric-